

CARTE ACHATS

1 – Principes de fonctionnement général :

La carte d'achat fait intervenir un prestataire bancaire appelé également « émetteur » qui se substitue au service coordonné en payant directement le titulaire à l'occasion de chaque commande. Le titulaire du marché est payé dans un délai de 0 à 4 jours en moyenne.

L'émetteur quant à lui se retourne vers le service coordonné concerné mensuellement en demandant le paiement d'un montant par responsable d'unité opérationnelle (RUO) regroupant toutes les commandes du mois. Le service coordonné concerné dispose d'un délai d'un mois pour régler l'émetteur.

Le paiement par carte d'achat éteint toute créance de l'entité publique née du marché passé avec le titulaire :

- pas de paiement au fournisseur
- renonciation du fournisseur à tout paiement direct
- le marché ne peut pas comporter une avance forfaitaire
- le marché ne peut pas être nanti.

L'établissement bancaire émetteur pour le ministère de l'intérieur est la société BNP PARIBAS dans le cadre de l'accord cadre n° DAE_cartes_achats_2021_V2 du 10/06/2022.

Ultérieurement, le renouvellement du contrat comportera la reprise des services de carte achat en cours d'exécution

2 – Principes de fonctionnement détaillé :

Dans chaque service coordonné recourant à la carte d'achat (niveau 3), le gestionnaire délègue un droit de commande à des porteurs de cartes désignés, au moyen d'une carte émise par un opérateur bancaire autorisé. La carte d'achat, dans la limite des plafonds autorisés, permet de procéder, auprès du titulaire du marché subséquent, à l'acquisition de matériels de photographie. Le titulaire ne pourra pas imposer un montant plancher.

Un système informatique bancaire implanté chez le titulaire ou auprès de l'établissement bancaire partenaire contrôle, pour chaque commande, l'habilitation du porteur de carte et ses droits d'utilisation (chaque carte est paramétrée).

L'opérateur bancaire restitue périodiquement au gestionnaire un relevé précis des commandes initiées par carte listant entre autres précisément le numéro de marché, la nature, la date, les quantités des achats réalisées et la référence de la carte. Après validation du service fait, ces relevés sont transmis pour paiement. Chaque mois, le service exécutant (plate-forme CHORUS) émet une demande de paiement au profit de BNP PARIBAS conformément au guide interministériel.

Pour accepter la carte d'achat de niveau 3, le fournisseur doit avoir un compte bancaire dans l'une des 4 banques ci-dessous qui représentent le réseau VISA : BNP, Société Générale, Caisse d'Épargne ou Banque Populaire Natexis.

3 – Avantages du paiement par carte d'achat pour le titulaire :

L'outil carte d'achat, permet de réduire très fortement les délais de paiement.

Le paiement par carte d'achat garantit le paiement au titulaire en seulement quelques jours par rapport au cycle classique de paiement et ce, quelle que soit la période de l'année.

La carte d'achat contribue à la suppression des coûts liés aux relances de paiement, à la gestion dématérialisée des ventes et à une meilleure gestion des stocks en flux tendus.

Cet outil facilite la relation commerciale en favorisant une gestion amiable des incidents (ex : système d'avoir...), source de diminution du nombre de litiges et des coûts associés.

4 – Coût de fonctionnement à la charge du titulaire:

Le titulaire devra signer un contrat monétique carte d'achat qui définira le taux de commission carte d'achat par transaction sur le montant TTC de chaque demande de paiement par carte d'achat.

Le taux de commission varie entre les banques entre 1,20 % et 1,50 % maximum.

IMPORTANT : Lorsque que le marché comporte exécution par carte d'achat, le titulaire s'engage à conclure un contrat d'acceptation avec l'émetteur de la carte (banque) ou l'un de ses correspondants bancaires.

En effet, l'exécution du marché hors carte d'achat est à caractère provisoire comme précisé dans le paragraphe 8.5 du CCAP. Le titulaire dispose de 3 mois à compter de la notification du marché, pour entreprendre les démarches auprès de l'établissement bancaire. Dans l'hypothèse où le titulaire du marché serait équipé du terminal carte d'achat, le délai de mise en place pourrait être réduit à 1 mois.

Si la possibilité d'accepter le paiement par carte d'achat est refusée par l'établissement bancaire à un titulaire de marché public en raison de risques financiers, l'entité publique doit dispenser sans pénalités le titulaire de son obligation d'exécuter le marché par carte d'achat.

Le marché s'exécute alors, par la voie classique.

Le titulaire devra s'équiper d'une solution d'acceptation de la carte d'achat permettant la gestion automatique et sécurisée des demandes d'autorisations et de paiement.

5 – Obligation du titulaire:

Le titulaire du présent marché souhaite adhérer à la carte d'achat. A ce titre, il déclare :

- Accepter l'exécution du présent marché par carte d'achat.
- Être préalablement référencé auprès de l'établissement émetteur des cartes d'achat avant toute acceptation des commandes passées par ce moyen.
- Procéder aux demandes d'autorisations auprès de l'émetteur s'agissant des commandes passées par tout porteur de cartes d'achat dans les conditions prévues au présent marché.
- Accepter que le paiement correspondant aux commandes passées par cartes d'achat soit effectué directement par l'émetteur.
- Renoncer à toute forme de paiement direct par l'administration des créances nées ou à naître du fait de l'utilisation des cartes d'achat pour l'exécution du présent marché. Cette disposition ne s'applique pas pour la part du marché ne s'exécutant pas par cartes d'achat.

6– Condition d'exécution :

6-1 Exécution du marché par cartes d'achat :

Les commandes passées au titre du présent marché pourront être notifiées au titulaire par tout porteur de cartes d'achat au sens du décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004. Ce mode de passation constitue un moyen supplémentaire d'émission des bons de commandes et n'abroge pas les autres modalités de leur émission prévues au présent marché qui demeurent applicables pour la partie du marché s'exécutant hors cartes d'achat.

a) Identification des porteurs :

Le porteur est un agent d'une entité publique désigné par l'ordonnateur ou son délégataire et qui vaut autorisation pour engager l'entité publique dans le cadre des marchés publics exécutés par ce moyen.

Il n'a pas besoin d'être bénéficiaire d'une délégation de signature particulière, il exécute le marché dans le respect de la réglementation et des conditions prédéfinies.

Le porteur est responsable des commandes, du contrôle et de la vérification des transactions qu'il effectue par carte d'achat.

En plus des mentions obligatoires prévues au présent marché, les bons de commandes passés sur le site internet du titulaire et émis par les porteurs de cartes d'achat devront impérativement comporter :

- l'identification de la carte utilisée et le nom et prénom du porteur
- la date d'utilisation de la carte d'achat

b) Vérification des commandes passées par cartes d'achat :

Lors d'une commande par carte d'achat, le titulaire s'engage à effectuer une demande d'autorisation auprès du centre d'exploitation de l'émetteur de la carte visant à vérifier la qualité du porteur en contrôlant ses droits et habilitations préalablement déterminés par l'administration.

Une fois l'autorisation obtenue, la commande est enregistrée et le processus de livraison ou d'exécution de la prestation peut être déclenché par le titulaire.

Dès réalisation de la prestation ou de la livraison, celui-ci peut procéder à la demande de règlement automatique par télé-collecte auprès de l'émetteur.

Parallèlement à cette demande de règlement, le titulaire s'engage à éditer une facture globale hebdomadaire du montant des achats réalisés sur la semaine en cours et à la remettre au service coordonné concerné qui se chargera de l'adresser au service liquidateur.

c) Recours :

En cas de contestations qualitatives ou quantitatives sur la livraison, l'administration dispose d'un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la demande de paiement par le titulaire à l'émetteur, pour notifier ses réserves. Ce délai est un délai maximum, lequel ne peut être supérieur au délai du marché. Cette contestation doit être adressée à la fois au titulaire et à l'émetteur.

S'agissant des litiges relatifs aux montants des factures, l'administration dispose d'un délai de 45 jours suivant la réception du relevé d'opérations de l'émetteur par le service liquidateur de l'administration pour lui notifier ses observations.

Dans l'hypothèse où les contestations s'avèreraient fondées, le titulaire s'engage à mettre en place conjointement avec l'émetteur des cartes d'achat un dispositif d'avoir au bénéfice des porteurs de cartes d'achat concernés par ces contestations. En cas d'impossibilité de mise en œuvre de ce dispositif, particulièrement à la fin du marché, l'administration se réserve le droit d'émettre un titre de perception permettant de recouvrer les créances concernées.

6-2 Caractéristiques des cartes d'achat et modalités de paiement du titulaire :

Les cartes d'achat délivrées par l'émetteur aux porteurs sont des cartes à autorisation systématique imposant au titulaire du présent marché l'obligation d'obtenir l'accord de l'émetteur avant le traitement d'une commande et ce quel que soit le montant de la transaction.

La transaction par carte d'achat déclenche le paiement du fournisseur par la banque de l'acheteur via la banque du fournisseur dans un délai de 0 à 4 jours.

a) Limitation du recours aux cartes d'achat

S'agissant des commandes passées par cartes d'achat, le titulaire s'engage :

- à ne pas effectuer de livraisons partielles sauf accord du porteur,
- à effectuer une nouvelle demande d'autorisation auprès de l'émetteur préalablement à toute télécollecte dès lors que la date de fin de validité de cette autorisation a expiré.

b) Utilisation d'un dispositif de commandes dématérialisées pour la passation des commandes par cartes d'achat.

Au titre du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre une solution de commandes dématérialisées au profit des porteurs de cartes d'achat.

Les modalités afférentes à l'utilisation de ce portail d'achats, aux paramétrages des comptes des porteurs, aux modalités de filtrage, vérifications d'identité des porteurs et de restitutions vis-à-vis de l'administration, seront définies entre le titulaire du marché et l'administrateur de cartes d'achat (dénommé également responsable du programme carte d'achat) de l'administration tel que désigné auprès de l'établissement bancaire, dans un protocole d'accord conforme aux dispositions du présent marché.

c) Exécution du marché par émission de bons de commande

Les prestations non exécutées par carte d'achat font l'objet de bons de commande émis par les personnes habilitées à signer les bons de commande au fur et à mesure des besoins.

DÉROULEMENT CHRONOLOGIQUE D'UNE COMMANDE PASSÉE DANS LE CADRE D'UN MARCHÉ EXÉCUTÉ PAR CARTE ACHAT

